

Exit la question indigène

Les revendications indiennes ont pratiquement disparu des débats publics, et "l'autre campagne", celle des zapatistes, a été peu médiatisée.

Depuis une semaine, le sous-commandant Marcos vit dans une élégante maison à la périphérie de Mexico. Une résidence à deux étages, aux vitres fumées, défendue par une clôture électrifiée. L'ancien guérillero semble désormais aussi éloigné des forêts du Chiapas et de la cause zapatiste que l'ensemble de la classe politique mexicaine. Après avoir monopolisé quelque temps la vie politique mexicaine, la question indienne a disparu des meetings, des interviews et des réflexions qui jalonnent toute campagne électorale. Si les voix indiennes se sont tues, c'est, selon l'anthropologue Roger Bartra, parce que "les communautés ont reçu une grande quantité d'argent, sauf dans les zones zapatistes, où il est interdit de recevoir de l'argent de l'Etat". "Cela a provoqué une scission parmi les zapatistes et engendré beaucoup de tensions", ajoute cet observateur de la gauche mexicaine.

Même si López Obrador, le candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD), a fait de la question indienne le premier point de son programme, le dernier débat télévisé est venu rappeler ce que représentent ces revendications pour les candidats : absolument rien.

Pendant deux heures, les cinq hommes qui briguent la présidence le 2 juillet prochain ont disserté sur l'insécurité, la politique extérieure, la réforme de l'Etat, la corruption. A aucun moment ils n'ont abordé la question, qui, seulement six ans auparavant, avait fait vaciller le pays. L'année où Vicente Fox a mis fin à sept décennies d'hégémonie du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), il a promis qu'il en finirait "en un quart d'heure avec le problème zapatiste". Si les revendications indiennes monopolisaient alors le débat, aujourd'hui, ce "problème" est passé au second plan sans qu'il ait fallu tirer un seul coup de feu ni appliquer les accords de San Andrés (sur "les droits et les cultures des Indiens", du 16 février 1996), qui concluaient par une fausse paix la guerre déclarée en 1994.

Marcos a quitté le Chiapas le 1er janvier 2006 pour lancer la tournée intitulée "l'autre campagne". (Le sous-commandant Marcos, rebaptisé sous-délégué Zero, a ainsi parcouru à moto, accompagné d'une délégation indienne, les 31 Etats du pays jusqu'à la capitale.) Celle-ci a eu peu de répercussions médiatiques, excepté lors des heurts violents qui se sont produits entre la police et des manifestants dans le village d'Atenco (le 3 mai dernier, la police a violemment délogé des vendeurs de fleurs ambulants ; la violente répression des manifestations qui ont suivi a fait deux morts et des dizaines de blessés), car Marcos s'est alors posé en leader de la contestation (de nombreux manifestants appartenaient en fait aux organisations chargées de recevoir le leader zapatiste à Atenco). Dans son nouveau rôle d'agitateur urbain, il est apparu sur les chaînes Televisa et CNN pour fustiger le processus électoral (Marcos a attaqué tous les candidats, y compris le candidat de gauche). Mais pas une seule fois il n'a évoqué le sort des Indiens.

Entre-temps, faute de véritables partisans, l'ancien leader zapatiste est très étroitement surveillé : 20 voitures de police (nationale, de l'Etat et locale), l'armée et les services spéciaux suivent chacun de ses mouvements.

Jacobo Garcia (El Mundo)

Article paru dans Courrier International, le 29 juin 2006.